

Compte Rendu de la participation de l'AIFO-UEMOA-CEDEAO à l'Atelier Consultative régionale sur la Fortification des Aliments dans l'espace CEDEAO

Contexte :

La malnutrition dans les pays de l'Afrique depuis plusieurs décennies reste élevée malgré les efforts des gouvernements et des partenaires à travers plusieurs politiques et stratégies mises en place.

La situation actuelle en matière de nutrition en Afrique de l'ouest se présente comme suit :



Carences : 1 sur 2 femmes en âges de procréer est anémique avec de graves carences en fer, folates, zinc et Iode

Croissance : 1 sur 3 enfants de moins de 5 ans souffre d'un retard de croissance et 15 sur 100 enfants naissent avec un faible poids à la naissance,

Alimentation : 78 sur 100 enfants de moins de 2 ans n'atteignent pas une diversité alimentaire minimale (en raison du manque de sensibilisation parmi les femmes et les soignants)

Directives des pays : La plupart des pays ne disposent pas de directives alimentaires basées sur l'alimentation et les apports nutritionnels de la population sont inférieurs aux attentes par rapport aux objectifs en matière de fruits, de légumes, de légumineuses et d'autres aliments riches en micronutriments.

L'Afrique de l'Ouest a fait des progrès en matière de fortification des aliments, rendant obligatoire l'ajout de fer et de l'acide folique à la farine de blé, d'iode au sel et de vitamine A à l'huile comestible.

L'OOAS a dirigé et facilité les résolutions ministérielles sur la fortification obligatoire des principaux véhicules alimentaires, notamment de la farine de blé, de l'huile végétale et du sel avec des micronutriments essentiels. Aux niveaux régional et national, des cadres ont été mis en place pour faire progresser la mise en œuvre de la fortification des aliments par le biais de plateformes multipartites. **Ces plateformes n'ont pas toujours été très actives, mais dans la plupart des cas, un travail considérable a été consacré à la définition de leurs structures, notamment par l'adoption de dispositions législatives.**

Malgré les efforts et les progrès considérables réalisés au cours des trois dernières décennies, **d'énormes défis restent à relever et les niveaux d'engagement et de mise en œuvre des programmes de fortification des aliments varient considérablement d'un pays à l'autre.** La CEDEAO fournit un cadre général d'intervention en matière de politique de santé par l'intermédiaire de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) et de facilitation du commerce en Afrique de l'Ouest par l'intermédiaire de la Commission de la CEDEAO, ce qui permet de renforcer la coordination multisectorielle et d'harmoniser les programmes de fortification des aliments dans la région de la CEDEAO.

A cet effet, la CEDEAO a adopté des Conventions, Résolutions et Recommandations orientant les Etats membres vers des engagements dans le cadre de plusieurs accords internationaux, tels que :

- Le dialogue Public-privé sur la fortification alimentaire à Accra, Ghana, 2002
- Le dialogue Secteur privé sur la fortification alimentaire, 2007,
- Les Assemblées ordinaires des Ministres de Santé de la CEDEAO, 2006 et 2008.

En outre, plusieurs études ont été réalisées sur les programmes de fortification alimentaire dans les États membres de la CEDEAO, en formulant des recommandations et en fournissant des orientations sur l'importance de la gouvernance régionale pour influencer positivement les politiques nutritionnelles dans les États membres de la CEDEAO, en particulier les stratégies de fortification alimentaire des gouvernements nationaux.

C'est à la lumière de tous ces développements qu'une Alliance Régionale de Fortification est proposée comme plateforme multisectorielle et multi-acteurs dans le but d'aider les Alliances de Fortification des États membres de la CEDEAO à améliorer leurs politiques nutritionnelles et plus particulièrement la lutte contre les carences en micronutriments, grâce à la mise en œuvre efficace de la fortification alimentaire et d'autres stratégies connexes.

Ainsi du 19 au 21 mars 2024, à l'initiative de l'OOAS et du CRS, les acteurs publics et privés et les partenaires impliqués dans le processus de fortification des Aliments se sont rassemblés à Cotonou au BENIN en vue de faire l'état des lieux des stratégies de fortification des aliments en cours et du lancement de la coordination régionale des alliances pour une plus grande efficacité.



Délégation de l'AIFO-UEMOA-CEDEAO

L'Association des Industriels de la Filière Oléagineuse (AIFO) a été représentée par une délégation conduite par le Secrétaire Exécutif (son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Euloge HINVI) et composée de Monsieur Mariano OGOUBIYI de CODA BENIN (membre) et des Experts membres, Messieurs DANDONOUGBO Koffi Sylvère de NIOTO, ABDOULAYE Konate de SNCITEC et Célestin MESSENON de la SHB. La délégation a pris une part active aux travaux de ce séminaire qui se sont articulés autour de 3 points essentiels :

- L'état des lieux du processus de fortification dans les différents pays de la CEDEAO
- Une table ronde des acteurs sur le sujet
- Le lancement de l'alliance régionale

1. Etat des lieux

Au regard de l'état des lieux du processus de fortification des aliments en cours dans les différents pays, on note essentiellement une nouvelle orientation des stratégies vers le riz, le sucre, les bouillons de cube et d'autres types de farine. Néanmoins, celle relative à la fortification de l'huile raffinée comestible et celle de la farine de blé demeure d'actualité. C'est ainsi que l'AIFO-UEMOA-CEDEAO a présenté les succès et les difficultés régulièrement rencontrés dans le processus de fortification de l'huile alimentaire végétale notamment :

1.1. SUCCES

- 20 ans d'engagement dans le processus de fortification
- 10 ans d'Adoption et de protection du logotype ENRICHY
- Plus de 7 milliards de litres d'huiles enrichies
- Plusieurs plaidoyers auprès des autorités publiques dans les différents pays au regard de la fortification des aliments, de la pérennisation des activités et de l'assurance qualité des huiles locales ou importées
- Plusieurs participations aux différents programmes régionaux et nationaux relatifs à la fortification
- Mission d'Audits Conformité et Assurance Qualité dans les structures tierces en vue du droit d'utilisation du logotype Enrichy





1.2. Difficultés

- La non détaxation des prémix de vitamine A à l'exception du NIGERIA et de la COTE d'IVOIRE de 20% à 5%, cette taxe représente en moyenne 7,33% du prix de revient des prémix achetés
- L'absence d'équipements de contrôle dans la plupart des industries membres et également au niveau des structures publiques
- L'absence de communication sur les produits enrichis
- La porosité des frontières favorisant l'entrée des produits non fortifiés
- L'absence de contrôle sur les produits importés légalement
- La non disponibilité des prémix dans la sous-région
- La circulation des prémix de qualité douteuse dans la sous-région
- L'absence de soutien financier à l'AIFO – UEMOA – CEDEAO qui s'engage dans ce processus depuis 20 ans sur fonds propres (cotisation des membres)
- L'absence de base de données ou de données scientifiques fiables sur les carences en micronutriments
- Les TVA élevées sur les matières premières entrant dans la fabrication des produits huileux enrichis dans l'espace
- L'exportation des matières premières oléagineux de la sous-région vers les autres contrées.



1.3. Opportunités

- La relance des stratégies pour la réduction de la carence en micronutriments par les partenaires en développement notamment CRS et OOAS à travers la réorganisation des alliances et le diagnostic et l'amélioration du partenariat public-privé dans les pays

2. Table ronde relative au partenariat public-privé

En outre, au cours de la table ronde relative au partenariat public-privé et au lancement de l'alliance régionale, l'AIFO s'est montrée déterminante à poursuivre ses engagements aux côtés des gouvernants et à participer aux programmes de

fortifications dans les différents pays. Elle a également souhaité l'appui des partenaires à travers

- le soutien de l'Association dans ses requêtes auprès des autorités,
- le financement de ses activités relatives à la fortification,
- la mise à disposition des équipements de contrôle,
- la disponibilité des prémix

3. Lancement officiel de l'Alliance régionale de la fortification des aliments

Le séminaire a pris fin avec la participation de l'AIFO-UEMOA-CEDEAO au lancement officiel de l'Alliance régionale de la fortification des aliments. Le Secrétaire Exécutif a été parmi les quelques représentants choisis au podium pour procéder à ce lancement officiel.

En annexe, le détail des objectifs, de la composition et du rôle de l'Alliance Régionale de la fortification des aliments.



Le Secrétaire Exécutif à la Table Ronde

4. Conclusions et Recommandations du séminaire

L'atelier a permis de tirer des leçons de la mise en œuvre de la fortification à grande échelle par les états membres, les partenaires, le secteur privé, la société civile ainsi que les bailleurs de fonds pour une meilleure synergie d'action.

Les principales conclusions de l'atelier sont :

- ❖ Des leçons sont apprises de la mise en œuvre de la fortification par les différents partenaires ;
- ❖ Des défis et meilleures pratiques, ainsi que les pistes d'amélioration ont été identifiés
- ❖ Des besoins de financement durable et de plaidoyer pour l'encrage de la fortification en Afrique de l'Ouest ont été identifiés ;

- ❖ La nécessité de définir un cadre/mécanisme de redevabilité pour faire fonctionner l'alliance régionale pour la fortification en étroite collaboration avec les alliances nationales ;
- ❖ La nécessité d'explorer les voies appropriées de subvention ou exonération des intrants et assurer la disponibilité du premix et des équipements pour la fortification
- ❖ La redynamisation des ANF dans chaque pays et renforcement la coordination aux niveaux national et sous régional ;
- ❖ La nécessité de mettre en place une base de données sur la fortification et amélioration du système de suivi-évaluation.

Les participants à la réunion ont formulé les recommandations suivantes :

A la CEDEAO/OOAS

- ⊕ Renforcer le plaidoyer pour la détaxation des intrants de la fortification au niveau sous régionale en adoptant une approche harmonisée régionale afin de maximiser l'impact du plaidoyer au niveau de tous les pays de la région ;
- ⊕ Recenser et procéder au partage des bonnes pratiques dans la sous-région ;
- ⊕ Mettre en place une plateforme harmonisée d'informations et de partage d'expériences entre des alliances nationaux ;
- ⊕ Etablir un lien entre l'alliance régionale de fortification et les autres structures sous régionales qui adressent les questions de nutrition pour assurer la coordination des interventions ;
- ⊕ Impliquer le secteur privé dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de fortification ;
- ⊕ Adopter une approche stratégique pour assurer la durabilité et l'enracinement institutionnelle de la fortification à grande échelle au niveau sous-régional.

Aux partenaires techniques et financiers

- ⊕ Mobiliser les ressources nécessaires pour le fonctionnement de l'alliance régionale de la fortification ;
- ⊕ Apporter un appui technique et financier pour le renforcement du système de surveillance et contrôle réglementaire ;
- ⊕ Améliorer la synergie d'action entre les partenaires en faveur de la fortification à grande échelle ;
- ⊕ Renforcer la collaboration internationale pour évaluer l'impact de la mise en œuvre du programme de fortification alimentaire à grande échelle.

Aux Etats membres de la CEDEAO :

- ⊕ Développer des stratégies nationales inclusives en intégrant le secteur privé et les associations des consommateurs dans les actions de fortification à grande échelle ;
- ⊕ Renforcer les capacités des laboratoires nationaux pour assurer le contrôle de qualité des produits fortifiés au niveau national ;
- ⊕ Impliquer le ministère des finances à travers la douane dans toutes les discussions dans les pays et ce dans l'optique de la réduction des taxes ;
- ⊕ Renforcer le système de suivi-évaluation de la fortification pour garantir la disponibilité des données factuelles pour ma prise de décision
- ⊕ Apporter un appui au secteur privé dans la mise en œuvre de la fortification à grande échelle.

Analyse SWOT de l'AIFO-UEMOA-CEDEAO

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✚ Engagement des membres à poursuivre les actions et stratégies en vue de la protection de la filière ✚ Organisation de l'Association depuis plus de 24 ans dans une dynamique unitaire ✚ Elargissement de l'Association au-delà de l'UEMOA ✚ Expertise des membres en production et fortification des huiles et Assurance qualité 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Absence de bases de données fiables sur la fortification des huiles ❖ Absence d'équipements de contrôles des produits enrichis ❖ Moyens insuffisants en vue de la communication sur les actions de l'AIFO ❖ Absence de moyens pour engager des Etudes en vue de la réorientation des stratégies au regard des obstacles ❖ Non disponibilité des matières oléagineuses entraînant la baisse de la productivité vis-à-vis de la demande croissante des produits oléagineux dans l'espace
Opportunité	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✚ Engagement des partenaires aux côtés de l'AIFO-UEMOA-CEDEAO pour la fortification des huiles dans l'espace CEDEAO ✚ Réactivation des Alliances sur la fortification des aliments dans les différents pays 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Recul des gouvernements au regard des engagements rendant obligatoire la production et la commercialisation des huiles et farines enrichis dans les pays ❖ Absence de structures accréditées pour le contrôle des produits enrichis ❖ Circulation des prémix de qualité douteuse dans la sous-région ❖ Taxes importantes sur les prémix et matières premières oléagineuses

Proposition d'Actions à l'endroit de l'AIFO -UEMOA-CEDEAO

Le plan d'action proposé est orienté sur trois axes stratégiques :

AIFO-UEMOA-CEDEAO

- Collecte des données de production des huiles dans les différentes structures membres
- Collecte des données d'importations dans les différents pays
- Mise à jour des données de fortification
- Elaboration des projets pour l'accompagnement de l'AIFO (renforcement du contrôle qualité, Taxes sur prémix, Communication, Gestion des prémix)

GOUVERNANTS

- Redynamiser les travaux avec les alliances nationales
- Accentuer les négociations avec les gouvernements à partir des études réalisées sur la fortification des produits et les impacts des produits importés non enrichis
- Faire le plaidoyer sur l'équipement des structures de contrôles nationales et aux points d'entrées des frontières
- Organiser des réunions de présentation des données aux autorités

PARTENAIRES

- Renforcer le partenariat avec les partenaires à travers la soumission des projets de :
 - Formation des alliances sur le processus de fortification
 - Formation de la société civile
 - Formation des journalistes sur le processus de fortification dans les différents pays
 - Ordonnance des études sur la disponibilité des produits enrichis dans la pays et les points de défaillances

Annexe

Objectif Général de l'Alliance Régionale de la fortification

L'objectif général de l'Alliance régionale pour la fortification est d'aider les États membres de la CEDEAO à réduire les carences en micronutriments grâce à l'intensification de la fortification alimentaire. Cela se fera grâce à la coordination stratégique, à la facilitation et à la mobilisation de ressources en relation avec les alliances nationales de fortification des aliments

Objectifs spécifiques de l'Alliance Régionale de la fortification

- Constituer la plateforme régionale multisectorielle et multi-acteurs, sous le lead de l'OOAS pour la coordination des alliances nationales pour les activités d'enrichissement des aliments en Afrique de l'Ouest.
- Établir un cadre/une stratégie régionale pour assurer l'opérationnalisation des alliances nationales de fortification alimentaire en Afrique de l'Ouest
- Faire des recommandations pour améliorer la mise en œuvre des interventions de fortification des aliments en Afrique de l'Ouest
- Soutenir les alliances nationales de fortification pour mettre en œuvre les normes et recommandations régionales.
- Promouvoir la collaboration et les échanges entre les États membres de la CEDEAO sur les programmes de fortification alimentaire.
- Contribuer au renforcement des capacités dans les pays et fournir une expertise et/ou une assistance selon les besoins.
- Promouvoir la recherche pour la production de preuves sur l'enrichissement des aliments en Afrique de l'Ouest.
- Faciliter la mobilisation des ressources pour coordonner et soutenir les alliances nationales dans la mise en œuvre des activités de fortification alimentaire à grande échelle (LSFF) dans la région de la CEDEAO.

Composition de l'Alliance Régionale de la fortification

- 1. OOAS (lead)**
2. Commission de la CEDEAO
3. Organisation gouvernementale chef de file responsable des alliances nationales de fortification de chaque État membre de la CEDEAO
- 4. Représentants du secteur privé des États membres**
5. Partenaires techniques et financiers / Bailleurs
6. Organisations de la société civile

Rôles des composantes de l'Alliance Régionale de la fortification

OOAS

- Contribuer à rassembler tous les acteurs impliqués dans la fortification des aliments en Afrique de l'Ouest pour une plus grande synergie d'action.
- Faciliter la coordination et la communication entre les membres de l'alliance régionale.
- Contribuer au développement de politiques et de stratégies de fortification des aliments au niveau régional
- Mobiliser les parties prenantes pour qu'elles participent aux activités de l'alliance régionale pour la fortification.
- Améliorer les cadres de responsabilité mutuelle au niveau régional sur la fortification alimentaire.

Organisation gouvernementale chef de file responsable des alliances nationales de fortification de chaque État membre de la CEDEAO

- Mettre en œuvre la stratégie de fortification en collaboration directe avec les autres membres de l'alliance nationale
- Partager les connaissances et les bonnes pratiques avec d'autres parties prenantes
- Renforcer de la coordination des activités sur la fortification alimentaire.

Représentants du secteur privé des États membres

- Faire des propositions pour améliorer la mise en œuvre des programmes de fortification
- Travailler avec les parties prenantes pour développer des stratégies et des initiatives efficaces d'enrichissement des aliments
- Encourager d'autres acteurs du secteur privé à s'impliquer dans la fortification des aliments
- - S'engager à respecter les normes législatives obligatoires sur l'enrichissement des aliments

Partenaires techniques et financiers / Bailleurs

- S'engager avec les parties prenantes, notamment l'OOAS et la Commission de la CEDEAO, pour promouvoir les objectifs de l'Alliance régionale de fortification

- Proposer des outils techniques pour faciliter la mise en œuvre de la fortification alimentaire dans la région
- Collecte de fonds pour soutenir les programmes et activités des Alliances Nationales de Fortification
- Accompagner les Alliances Nationales de Fortification dans leurs opérations

Organisations de la société civile

- Participer activement aux discussions au sein des cadres et plateformes de l'Alliance régionale, et veiller à ce que les communautés locales soient prises en compte dans ces discussions
- Sensibiliser les communautés locales, les décideurs politiques et le grand public aux avantages de la fortification alimentaire.
- Assurer un contrôle citoyen sur les aliments enrichis obligatoires dans les etats
- Plaider pour des politiques et programmes efficaces de fortification alimentaire aux niveaux régional et national.
- Mobiliser les parties prenantes, y compris les communautés locales, dans les efforts d'enrichissement des aliments.